

Communiqué de l'ADTF du 19 Janvier 2021

Tunisie : La politique sécuritaire et les arrestations arbitraires ne sont pas la solution

Notre pays connaît une crise sans précédent, une crise à plusieurs volets : économique, social et de gouvernance, le tout sur fond de pandémie hors de contrôle.

Dix ans après une révolution que nous avons espéré prometteuse pour les libertés et le développement, le pays se retrouve sans perspective stratégique capable de le sortir de ce marasme.

Le parlement est paralysé et rongé par des luttes internes, il est le théâtre d'une violence politique inouïe. Les gouvernements successifs sont depuis hésitants à traiter courageusement les dossiers brûlants.

Une jeunesse en mal de vivre et sans emploi avec ou sans diplôme manifeste depuis plusieurs jours et nuits, pour refuser cette situation et exprimer son désespoir. S'il est aisé de comprendre les protestations et leurs caractères légitimes, il ne saurait être justifié un quelconque acte de violence et d'incivilité.

L'ADTF dénonce la violence d'où qu'elle vienne et refuse le recours à la politique sécuritaire et les arrestations arbitraires comme solution. L'ADTF continue à espérer en la réussite du projet démocratique autour de l'état de droit, une vraie politique de développement, d'emploi et d'équilibre régional.

L'ADTF appelle les forces progressistes et démocratiques à dépasser leurs différents, de s'unir pour trouver une solution et une voie commune pour sortir le pays de cette crise et redonner l'espoir à notre jeunesse. Elle demande à toutes les parties de la gouvernance tunisienne de travailler sérieusement en ce sens.

ADTF